

Par Mohamed Bouhamidi
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Mais croyez-vous que l'ambassadeur se serait permis cette sortie de proconsul si le pouvoir n'avait pas offert le bâton qui le frappe. Quelques jours avant ces déclarations, un envoyé européen, dans une conférence de presse, à D'jenan El Mithak, s'est permis de formuler les orientations politiques que devrait suivre l'Algérie à moyen terme sans qu'aucun organe de presse relève l'ingérence en direct et en compagnie de ministres de notre gouvernement. C'est vous dire que le fait de l'influence étrangère est maintenant admis comme naturel, normal, inscrit dans l'ordre des choses. Et il en est ainsi des recommandations ampoulées des experts du FMI ou de la Banque mondiale qui viennent nous auditer et évaluer la gouvernance de notre pays. Car le pouvoir a accepté cette idée de bonne gouvernance qui postule que les bons points ne sont plus donnés par notre peuple par la sanction des urnes libres mais par ces experts anonymes ou par des ambassadeurs vigilants. Et puis que peut cacher le pouvoir à l'œil exercé des chancelleries ? Rien ! Elles savent tout de lui et surtout ce qu'il croit cacher par des pirouettes médiatiques. Le malheur avec ces Occidentaux est qu'ils lisent et savent lire, qu'ils sont formés pour et qu'en plus ils ont cette habitude réhabilitée de travailler. Et leur boulot, ici, reste principalement de s'informer sur l'état d'un pays stratégique pour leur sécurité énergétique. Car enfin, ils ont besoin qu'un Etat gère le pays où ils ont mis leur argent dans la recherche et l'exploitation pétrolières et il serait désastreux pour eux de se retrouver en charge d'une Algérie livrée au chaos. Et pensant que le pouvoir organise ces rituels de l'allégeance moyenâgeuse, de la révision constitutionnelle et du troisième mandat, ils ont sous les yeux le pire des tableaux de bord : une Algérie classée dernière des pays pétroliers en matière de croissance, dernière de tous les pays arabes en matière de chômage et de lutte contre le chômage, 125^e pour le climat des affaires, 120^e pour la qualification technique et professionnelle, 131^e pour l'attraction du marché, 157^e pour la clarté et la simplicité fiscales, 140^e place pour les performances portuaires, 99^e sur l'échelle de la corruption et 92^e pour le classement de la meilleure université algérienne sur les universités arabes (lisez le papier de F. Benbrihoum sur *El Watan*). Ce sont ces indicateurs qui comptent pour évaluer les chances d'une évolution positive du pays. Sous leurs yeux, les grèves des enseignants, du corps médical et des fonctionnaires deviennent récurrentes sans que le pouvoir daigne leur parler. C'est ahurissant : voilà une administration qui ignore les élites du pays, ses secteurs les plus avancés, aussi bien celles-là que le syndicat des patrons qui désespère de se faire entendre ! Mais alors, comment gérer un pays sans ses élites, et dans notre cas, contre elles. Cela ne peut pas marcher et recèle les graves dangers sur lesquels Benbitour, du point de vue de l'expert économique, ne cesse d'alerter les patriotes.

M. B.

En panne !

La Générale des concessions agricoles (GCA) connaît une panne sur le plan administratif. Et pour cause, l'ancien directeur de cet organisme, qui est aujourd'hui conseiller du ministre de l'Agriculture, refuse toujours de procéder à la passation de consignes avec son successeur. Ce dernier se retrouve bloqué du fait qu'il ne dispose pas du pouvoir de signature.



Des nouveaux chez Bensalah ?

Les appétits s'aiguisent chez la clientèle habituelle du régime. Ainsi, à l'annonce du prochain amendement de la Constitution en vue de permettre un troisième mandat pour Bouteflika, certains courtisans s'attendent à se voir propulsés sénateurs du tiers présidentiel.

Cela est, notamment, le cas de certains responsables d'organisations de « la famille révolutionnaire » qui affichent un zèle certain dans la campagne pour un troisième mandat de l'actuel locataire du palais d'El Mouradia.



Zèle à Khenchela

Le wali de Khenchela a réuni, dimanche, l'ensemble des élus locaux, les cadres de l'exécutif ainsi que les représentants du mouvement associatif pour... mettre en œuvre le mouvement de soutien au troisième mandat.

Cette réunion, qui s'est déroulée au siège de la wilaya, en a étonné plus d'un, ce genre d'initiative politique ne faisant pas partie des prérogatives de ce haut responsable de l'Etat.



Bouteflika à Moscou

La visite de Abdelaziz Bouteflika à Moscou se précise.

Le chef de l'Etat entreprendra une visite officielle les 18 et 19 février prochains en Russie, apprend-on de sources sûres.

Le litige dans la vente des Mig 29 et l'Opep du gaz devraient être au centre des discussions entre Bouteflika et Poutine.

